



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.564/2
du 26 octobre 2023

advies 74.564/2
van 26 oktober 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
le montant et les modalités de
paiement de l'indemnité pour
les maitres de stage en
dentisterie'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van het
bedrag en de
betalingsmodaliteiten van de
vergoeding voor de
stagemeesters in de
tandheelkunde'

Le 29 septembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en dentisterie'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 octobre 2023. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 octobre 2023.

*

Op 29 september 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de tandheelkunde'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 25 oktober 2023. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 oktober 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet a été soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du SPF Sécurité sociale.

Compte tenu de sa portée, il doit également être soumis à l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du SPF Santé publique ¹.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable et adaptera le préambule du projet en conséquence.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet à l'examen vise tantôt une « indemnité », tantôt une « prime ». De l'accord du délégué du Ministre, seul le terme « indemnité » sera retenu, afin de correspondre à la terminologie utilisée à l'article 55, §§ 2 et 3, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. De l'accord du délégué du Ministre, l'alinéa 1^{er} sera mieux rédigé comme suit :

« Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 55, §§ 2 et 3, remplacé par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par la loi du 29 novembre 2022 ; ».

2. À l'alinéa 13, il sera fait référence à l'avis « standard » du 27 avril 2023 de l'Autorité de protection des données, dans lequel celle-ci se réfère à son avis n° 65/2023.

3. Les formalités visées seront mentionnées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement.

¹ Voir dans le même sens, l'avis 69.035/2 donné le 13 avril 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 juin 2021 'modifiant l'arrêté royal du 11 juin 2018 fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes'.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Le 1^o sera omis, dès lors que la notion d'« arrêté ministériel fixant les critères d'agrément » n'est pas utilisée dans la suite du dispositif en projet.

Article 3

1. Telle que rédigée, la première phrase du paragraphe 2 manque de clarté.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé que :

« In de praktijk kan het zo zijn dat een stagiair tijdens eenzelfde periode door meerdere stagemeesters begeleid wordt en/of dat een stagiair uitzonderlijk geen voltijdse stage volgt. Ook is het niet zo dat de stagebegeleiding steeds een volledige kalendermaand bestrijkt. In deze gevallen voorziet het KB in een vergoeding, die evenwel proportioneel berekend wordt op basis van de activiteitsgraad van elke kandidaat per stagemeester per stageperiode en op basis van het aantal dagen begeleide stage binnen een kalendermaand ».

Au vu de l'intention poursuivie et afin d'assurer une meilleure lisibilité du texte en projet, la première phrase du paragraphe 2 sera mieux rédigée comme suit :

« § 2. Cette indemnité est fixée par mois civil complet d'encadrement d'un stagiaire à taux d'activité plein pendant lequel le maître de stage agit en qualité de maître de stage exclusif ».

Par ailleurs, au même paragraphe 2, les mots « En cas d'insuffisance concernant le mois complet d'encadrement du stage » seront remplacés par les mots « Dans l'hypothèse où un maître de stage n'a pas encadré un candidat pendant un mois civil complet ». En outre, la précision selon laquelle il s'agit de jours « calendaires » est inutile ².

Enfin, dans le texte français du paragraphe 2, la dernière phrase sera conjuguée à l'indicatif présent.

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 95, a).

2. La note de la Commission de contrôle budgétaire de l'INAMI jointe au dossier soumis à la section de législation indique que la volonté est d'uniformiser le régime d'indemnisation des maîtres de stage en dentisterie par rapport à celui applicable aux maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes. Pour ces derniers, l'indemnisation est toutefois fixée par mois calendrier entamé d'encadrement effectif³. Contrairement au projet à l'examen, il n'y a donc pas de réduction proportionnelle au nombre de jours d'encadrement effectivement réalisés. Interrogé quant aux motifs justifiant cette différence de traitement, le délégué du Ministre a répondu que :

« Het in het ontwerp-KB voorgestelde berekeningsmechanisme is inderdaad fijnmaziger dan het mechanisme voorzien in het vigerende KB van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten. Met het oog op een harmonisering van beide mechanismen is het dan ook zo dat het in ontwerp zijnde KB tot wijziging van dit KB van 11 juni 2018 hetzelfde berekeningsmechanisme als dat voorzien in het ontwerp-KB tandartsen wordt ingevoegd. Dat ontwerp-KB tot wijziging van het KB van 11 juni 2018 is momenteel ter akkoord voorgelegd aan de Staatssecretaris voor Begroting, waarna het ter advies aan de Raad van State zal worden voorgelegd ».

Il est pris acte de ces explications.

Article 4

1.1. L'article 4, § 1^{er}, impose aux entités fédérées⁴ l'obligation de communiquer à l'INAMI des données à caractère personnel relatives aux candidats.

Imposer aux entités fédérées l'obligation de communiquer des données à caractère personnel est contraire au principe d'autonomie et requiert, en principe, la conclusion d'un accord de coopération⁵.

L'article 4, § 3, alinéa 2, précise toutefois que « le transfert de ces données des entités fédérées à l'INAMI peut être effectuée par le SPF Santé publique ». Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu que :

« In uitvoering van een Protocolakkoord tussen de federale regering en de Gemeenschappen host de FOD Volksgezondheid een gezamenlijke applicatie (E-CAD) voor het beheren van de erkenningen en de praktijkvergunningen van gezondheidszorgbeoefenaars. Bijgevolg kan de FOD Volksgezondheid in de hoedanigheid van onderaannemer technisch instaan voor de gegevensoverdracht van gegevens inzake stageperiodes ».

³ Cf. article 4 de l'arrêté royal du 11 juin 2018 'fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes'.

⁴ Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a en effet confirmé que les « autorités compétentes » visées au paragraphe 1^{er} étaient le SPF Santé publique et les entités fédérées.

⁵ Voir notamment en ce sens, l'avis 73.211/1-3-4 donné le 28 avril 2023 sur un avant-projet de loi 'portant dispositions diverses en matière d'économie' (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3392/001) et l'avis 73.607/1 donné le 8 juin 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 août 2023 'relatif à une aide aux entreprises impactées négativement par le Brexit dans leurs activités à l'international'.

Le fait que le SPF Santé publique héberge actuellement une application commune « e-CAD » ne permet néanmoins pas à l'autorité fédérale d'autoriser unilatéralement le SPF Santé publique à transmettre les données des entités fédérées à l'INAMI.

1.2. Le même principe d'autonomie s'oppose également à ce que l'autorité fédérale désigne unilatéralement les entités fédérées comme responsables du traitement de données à caractère personnel ⁶.

1.3. Le dispositif sera par conséquent revu à la lumière de la présente observation.

2. Il n'appartient pas au Roi de reproduire dans un arrêté royal une règle déjà inscrite dans une loi. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question.

La seconde phrase du paragraphe 1^{er} sera dès lors omise, étant donné qu'elle paraphrase l'article 55, § 4, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994.

Une autre solution pourrait consister à renvoyer, dans l'arrêté en projet, à cette disposition légale. Dans cette hypothèse, il sera précisé qu'il s'agit du Service des soins de santé de l'INAMI.

La seconde phrase du paragraphe 1^{er} sera par conséquent revue.

3. Au paragraphe 2, l'énumération présentée sous la forme de signes typographiques sera remplacée par une numérotation ⁷. En tout état de cause, l'utilité du tiret n'apparaît pas puisqu'il est unique.

4. Au même paragraphe, conformément au principe de minimisation des données prescrit par l'article 5, paragraphe 1, c), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), l'auteur du projet s'assurera de la nécessité de la mise à disposition du numéro de registre national du maître de stage, plutôt que du numéro INAMI.

⁶ Cf. article 4, § 3, alinéa 1.

⁷ Il n'est pas recommandé d'utiliser des « puces » dans un texte normatif parce que celles-ci sont de nature à compliquer des références ultérieures faites à la règle y énoncée. Il vaut dès lors mieux remplacer ces « puces » par « 1° », « 2° » et « 3° » (*Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 59).

5. Au paragraphe 4, interrogé quant à la portée du mot « irréfutable », le délégué du Ministre a précisé que :

« De gegevens aangehaald in §§ 1-3 zijn de authentieke bron en het onweerlegbare bewijs van stagemeesterschap & begeleide stages gedurende het jaar waarop de vergoeding betrekking heeft. Toevoegingen in het kader van een betwistingsprocedure zoals voorzien in artikel 8 van het KB worden bijgevolg niet aanvaard, behoudens in specifieke gevallen zoals bv. bedrog of een administratieve fout van een medewerker van een in § 2 en § 3 bedoelde instantie of van het RIZIV ».

Il ressort de la réponse du délégué du Ministre que conformément au droit à la rectification des données à caractère personnel ⁸ et à l'article 8 du projet, il est permis au maître de stage de contester les données le concernant et le calcul de l'indemnité issu de celles-ci (en cas par exemple d'erreur matérielle d'encodage de celles-ci). Au vu de l'intention poursuivie, il est par conséquent suffisant d'indiquer que

« Les données visées au paragraphe 1^{er} sont utilisées par l'INAMI pour calculer l'indemnité due pour l'année de prime concernée ».

6. Au paragraphe 5, les mots « premier alinéa » seront remplacés par les mots « paragraphe 1^{er} ».

7. Au paragraphe 5, le mot « ci-dessus » sera remplacé par les mots « aux paragraphes 1^{er} à 3 ».

Article 5

Tel que formulé, le paragraphe 3 manque de clarté. Ainsi, qu'entend-on par « une indisponibilité absolue de la publication » ? Par ailleurs, il y a une discordance entre la version néerlandaise et la version française du texte. Si telle est bien l'intention poursuivie, mieux vaudrait écrire :

« § 3. Si les modalités d'introduction de la demande visées au paragraphe 1^{er} ne sont pas mises à la disposition des maîtres de stage par l'INAMI au 1^{er} juin ou plus tard, [...] ».

Article 6

1. Tel que formulé, le paragraphe 1^{er} manque de clarté.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé que l'hypothèse visée était celle

« dans laquelle l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l'indemnité (sauf le numéro de compte du maître de stage) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le maître de stage ».

⁸ Article 16 du RGPD.

Contrairement à ce que laisse accroire le dispositif, la dispense de demande d'indemnisation s'applique ainsi à l'ensemble des maîtres de stage pour lesquels l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l'indemnité et non pas à « tout ou partie des maîtres de stage ».

Interrogé quant à la manière dont les maîtres de stage seront informés du fait qu'ils ne doivent pas introduire de demande d'indemnisation, le délégué du Ministre a répondu que :

« We voorzien een elektronische (of bij gebrek aan elektronische contactgegevens een via de post opgestuurde), geïndividualiseerde communicatie naar alle in aanmerking komende stagemeesters ».

Dans un souci de sécurité juridique, le dispositif sera par conséquent clarifié en ce sens.

2. Au paragraphe 2 (lire : « alinéa 2 »⁹), le mot « ci-dessus » sera remplacé par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Article 8

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « la notification » ne peuvent, dans le contexte examiné, renvoyer qu'à la réception, conformément à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle consacrant la théorie de la réception en matière de notification¹⁰.

2. Dans son avis 69.035/2 donné le 13 avril 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 juin 2021 'modifiant l'arrêté royal du 11 juin 2018 fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes', la section de législation a fait observer ce qui suit :

« En prévoyant qu'en cas de procédure de demande informatisée, le maître de stage qui se déclare explicitement d'accord avec le calcul et le montant de l'indemnité proposés sera considéré comme ayant renoncé à la possibilité de contestation, le projet porte atteinte au principe d'égalité et de non-discrimination.

En effet, les maîtres de stage qui introduisent leurs demandes d'indemnisation dans le cadre d'une procédure informatisée et ceux qui ont recours à une procédure papier se trouvent dans une situation comparable. En prévoyant que, dans le cadre d'une procédure de demande informatisée, il sera possible de demander au maître de stage que celui-ci se déclare explicitement d'accord avec le calcul du montant de l'indemnité proposée avec pour conséquence une renonciation à son droit de recours dans un délai de soixante jours, l'auteur du projet place le maître de stage ayant utilisé la procédure informatisée dans une situation plus défavorable que celle des maîtres de stage ayant utilisé la procédure papier.

⁹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

¹⁰ Notamment C.C., 17 décembre 2003, n° 170/2003, et note J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK, « Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception », *J.T.*, 2004, p. 47.

En outre, en l'absence de précision sur la façon dont cet accord explicite sera sollicité (moment où la demande sera formulée, délai de réflexion possible, présence ou non de précisions permettant au maître de stage de saisir la portée de son accord, etc.) et sur les conséquences en cas de refus de cet accord, le respect du principe de proportionnalité pose question.

Il ne serait en tout état de cause pas admissible que la circonstance que le maître de stage aurait marqué son accord au calcul et au montant de l'indemnité proposés le prive de la possibilité de contester la décision sur d'autres points, le texte en projet étant ambigu à cet égard.

L'article 2 du projet sera dès lors revu au regard de cette observation ».

La même observation peut être réitérée s'agissant de l'alinéa 2.

Article 10

De l'accord du délégué du Ministre, les mots « les derniers montants établis sont ceux visés à l'article 9, dans la limite des crédits disponibles de l'année de prime, adaptés » seront remplacés par les mots « le dernier montant établi est celui visé à l'article 9, dans la limite des crédits disponibles de l'année de prime, adapté ».

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het ontwerp is om advies voorgelegd aan de inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de FOD Sociale Zekerheid.

Gelet op zijn strekking moet het ook worden voorgelegd aan de inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de FOD Volksgezondheid.¹

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dat voorafgaande vormvereiste wordt vervuld en moet de aanhef van het ontwerp dienovereenkomstig aanpassen.

ALGEMENE OPMERKING

In het voorliggende ontwerp heeft men het soms over een “vergoeding” en soms over een “premie”. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat alleen de term “vergoeding” moet worden gebruikt, zodat de gebruikte terminologie in overeenstemming is met de terminologie van artikel 55, §§ 2 en 3, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het eerste lid beter als volgt wordt gesteld:

“Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 55, §§ 2 en 3, vervangen bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wet van 29 november 2022;”.

¹ Zie in dezelfde zin advies 69.035/2 van 13 april 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 juni 2021 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten’.

2. In het dertiende lid moet worden verwezen naar het “standaardadvies” van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 27 april 2023, waarin die laatste verwijst naar haar advies 65/2023.

3. De vormvereisten waarnaar wordt verwezen, moeten worden vermeld in de chronologische volgorde waarin ze zijn vervuld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Punt 1° moet worden weggelaten aangezien het begrip “ministerieel besluit tot vaststelling van de criteria voor de erkenning” verderop in het ontworpen dispositief niet voorkomt.

Artikel 3

1. De eerste zin van paragraaf 2 is in zijn huidige versie onduidelijk.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“In de praktijk kan het zo zijn dat een stagiair tijdens eenzelfde periode door meerdere stagemeesters begeleid wordt en/of dat een stagiair uitzonderlijk geen voltijdse stage volgt. Ook is het niet zo dat de stagebegeleiding steeds een volledige kalendermaand bestrijkt. In deze gevallen voorziet het KB in een vergoeding, die evenwel proportioneel berekend wordt op basis van de activiteitsgraad van elke kandidaat per stagemeester per stageperiode en op basis van het aantal dagen begeleide stage binnen een kalendermaand.”

Gelet op de nagestreefde bedoeling en ter wille van een betere leesbaarheid van de ontworpen tekst zou de eerste zin van paragraaf 2 beter als volgt worden geredigeerd:

“§ 2. Deze vergoeding wordt vastgelegd per volledige kalendermaand stagebegeleiding van een stagiair met een volledige activiteitsgraad, gedurende welke de stagemeester optreedt als exclusieve stagebegeleider.”

Voorts moeten in dezelfde paragraaf 2 de woorden “Inzake enig gebrek inzake de volledige maand stagebegeleiding” worden vervangen door de woorden “In het geval waarin een stagemeester een kandidaat niet gedurende een volledige kalendermaand heeft begeleid”. Ook is de precisering dat de dagen in kwestie “kalenderdagen” zijn, overbodig.²

Ten slotte moet het werkwoord in de Franse tekst van de laatste zin van paragraaf 2 in de tegenwoordige tijd staan.

² *Beginnelen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 95, a).

2. Volgens de nota van de Commissie voor begrotingscontrole van het RIZIV, die bij het dossier is gevoegd dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, is het de bedoeling de regeling voor de vergoeding van de stagemeesters in de tandheelkunde en de regeling voor de vergoeding van de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten onderling gelijkvormig te maken. Voor die laatsten echter wordt de vergoeding vastgesteld per begonnen maand effectieve begeleiding.³ Anders dan in het voorliggende ontwerp is daar dus geen sprake van een vermindering naar evenredigheid van het aantal dagen effectief gerealiseerde begeleiding. Op een vraag over de redenen van dat verschil in behandeling heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het in het ontwerp KB voorgestelde berekeningsmechanisme is inderdaad fijnmaziger dan het mechanisme voorzien in het vigerende KB van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat specialisten. Met het oog op een harmonisering van beide mechanismen is het dan ook zo dat het in ontwerp zijnde KB tot wijziging van dit KB van 11 juni 2018 hetzelfde berekeningsmechanisme als dat voorzien in het ontwerp KB tandartsen wordt ingevoegd. Dat ontwerp KB tot wijziging van het KB van 11 juni 2018 is momenteel ter akkoord voorgelegd aan de Staatssecretaris voor Begroting, waarna het ter advies aan de Raad van State zal worden voorgelegd.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

Artikel 4

1.1. Artikel 4, § 1, verplicht de deelstaten⁴ persoonsgegevens van de kandidaten aan het RIZIV mee te delen.

De verplichting voor de deelstaten om persoonsgegevens mee te delen, is in strijd met het beginsel van de autonomie en vereist in principe dat een samenwerkingsakkoord wordt gesloten.⁵

³ Zie artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 ‘tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten’.

⁴ Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister namelijk bevestigd dat de “bevoegde instanties” waarvan sprake is in paragraaf 1, de FOD Volksgezondheid en de deelstaten zijn.

⁵ Zie in die zin onder meer advies 73.211/1-3-4 van 28 april 2023 over een voorontwerp van wet ‘houdende diverse bepalingen inzake economie’ (*Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3392/001) en advies 73.607/1 van 8 juni 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 augustus 2023 ‘betreffende steun voor ondernemingen die negatieve gevolgen van de Brexit ondervinden in hun internationale activiteiten’.

In artikel 4, § 3, tweede lid, wordt evenwel gesteld dat “[d]e overdracht aan het RIZIV van de gegevens aangeleverd door de gemeenschappen kan [worden] uitgevoerd (...) door de FOD Volksgezondheid”. Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“In uitvoering van een Protocolakkoord tussen de federale regering en de Gemeenschappen host de FOD Volksgezondheid een gezamenlijke applicatie (E-CAD) voor het beheren van de erkenningen en de praktijkvergunningen van gezondheidszorgbeoefenaars. Bijgevolg kan de FOD Volksgezondheid in de hoedanigheid van onderaannemer technisch instaan voor de gegevensoverdracht van gegevens inzake stageperiodes.”

Het feit dat een gemeenschappelijke applicatie, “e-CAD”, momenteel bij de FOD Volksgezondheid is ondergebracht, betekent nog niet dat de federale overheid aan de FOD Volksgezondheid eenzijdig toestemming kan verlenen de gegevens van de deelstaten aan het RIZIV over te zenden.

1.2. Hetzelfde beginsel van de autonomie verhindert ook dat de federale overheid eenzijdig de deelstaten aanwijst als verantwoordelijken voor de verwerking van persoonsgegevens.⁶

1.3. Het dispositief moet bijgevolg in het licht van deze opmerking worden herzien.

2. Het hoort niet dat de Koning een regel die al in een wet vervat is, overneemt in een koninklijk besluit. Zo’n werkwijze kan namelijk onduidelijkheid creëren over de aard van de regel in kwestie.

De tweede zin van paragraaf 1 moet dus worden weggelaten, aangezien hij een parafrase is van artikel 55, § 4, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Een andere mogelijkheid zou kunnen zijn om in het ontworpen besluit naar die laatstgenoemde wetsbepaling te verwijzen. In dat geval moet nader worden gesteld dat het gaat om de Dienst voor geneeskundige verzorging van het RIZIV.

De tweede zin van paragraaf 1 moet bijgevolg worden herzien.

3. In paragraaf 2 moet een opsomming met nummering worden gebruikt, in plaats van een opsomming met opsommingstekens.⁷ Los daarvan is het streepje nutteloos omdat het het enige streepje van de opsomming is.

⁶ Zie artikel 4, § 3, eerste lid.

⁷ Het gebruik van “bolletjes” in een normatieve tekst wordt afgeraden omdat het het moeilijker maakt naderhand nog naar de regel in kwestie te verwijzen. Men kan ze beter vervangen door “1°”, “2°” en “3°” (*Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 59).

4. Wat diezelfde paragraaf betreft, moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen of het nodig is dat het rijksregisternummer van de stagemeeester wordt verstrekt veeleer dan zijn RIZIV-nummer, gelet op het beginsel van minimale gegevensverwerking, voorgeschreven door artikel 5, lid 1, c), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”).

5. Op een vraag over de strekking van het woord “onweerlegbaar” in paragraaf 4 heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De gegevens aangehaald in §§ 1 3 zijn de authentieke bron en het onweerlegbare bewijs van stagemeeesterschap & begeleide stages gedurende het jaar waarop de vergoeding betrekking heeft. Toevoegingen in het kader van een betwistingsprocedure zoals voorzien in artikel 8 van het KB worden bijgevolg niet aanvaard, behoudens in specifieke gevallen zoals bv. bedrog of een administratieve fout van een medewerker van een in § 2 en § 3 bedoelde instantie of van het RIZIV.”

Uit het antwoord van de gemachtigde van de minister volgt dat de stagemeeester, overeenkomstig het recht op rectificatie van de persoonsgegevens⁸ en overeenkomstig artikel 8 van het ontwerp, de juistheid kan betwisten van de gegevens die op hem betrekking hebben alsook van de daaruit voortvloeiende berekening van de vergoeding (bijvoorbeeld wanneer bij het invoeren van die gegevens een materiële fout is gemaakt). Gelet op het nagestreefde doel, volstaat het bijgevolg het volgende te stellen:

“De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden door het RIZIV gebruikt om de vergoeding te berekenen die voor het betreffende premiejaar verschuldigd is.”

6. In paragraaf 5 moeten de woorden “eerste lid” worden vervangen door de woorden “paragraaf 1”.

7. In paragraaf 5 moeten de woorden “hierboven bedoelde gegevens” worden vervangen door de woorden “gegevens bedoeld in de paragrafen 1 tot 3”.

Artikel 5

Paragraaf 3 is in zijn huidige versie onduidelijk. Zo rijst de vraag wat men bedoelt met “de absolute onbeschikbaarheid van de publicatie”. Voorts stemmen de Nederlandse en de Franse tekst niet overeen. Men zou, indien dat overeenstemt met de bedoeling, beter het volgende schrijven:

“§ 3. Indien het RIZIV de nadere regels voor het indienen van de aanvraag, bedoeld in paragraaf 1, niet op 1 juni of later ter beschikking heeft gesteld van de stagemeeesters, (...)”

⁸ Artikel 16 van de AVG.

Artikel 6

1. Paragraaf 1 is in zijn huidige versie onduidelijk.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister gesteld dat het meer bepaald gaat om het geval

“dans laquelle l’INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l’indemnité (sauf le numéro de compte du maître de stage) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le maître de stage.”

In tegenstelling tot wat het dispositief doet uitschijnen, geldt de vrijstelling van de aanvraag om een vergoeding dus voor alle stagemeesters over wie het RIZIV reeds alle nuttige informatie heeft om de vergoeding te kunnen berekenen, en niet voor “een deel of het geheel van stagemeesters”.

Op de vraag hoe de stagemeesters te weten zullen komen dat ze geen vergoeding hoeven aan te vragen, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“We voorzien een elektronische (of bij gebrek aan elektronische contactgegevens een via de post opgestuurde), geïndividualiseerde communicatie naar alle in aanmerking komende stagemeesters.”

Het dispositief moet omwille van de rechtszekerheid dan ook in die zin worden verduidelijkt.

2. In paragraaf 2 (lees: “het tweede lid”)⁹ moeten de woorden “hierboven bedoelde gegevens” worden vervangen door de woorden “gegevens bedoeld in het eerste lid”.

Artikel 8

1. In de huidige context kan “de kennisgeving” waarvan in het eerste lid sprake is, enkel verwijzen naar de ontvangst, overeenkomstig de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof waarin de theorie van de ontvangst inzake kennisgevingen wordt verankerd.¹⁰

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 57.3.

¹⁰ Onder meer GwH 17 december 2003, nr. 170/2003, en noot J.-F. VAN DROOGHENBROECK, “Revirement spectaculaire: détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception”, *JT* 2004, 47.

2. De afdeling Wetgeving heeft het volgende opgemerkt in advies 69.035/2 van 13 april 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 juni 2021 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten’:

“Het ontwerp doet afbreuk aan het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie doordat het bepaalt dat de stagemeester die zich in het kader van een geïnformatiseerde aanvraagprocedure uitdrukkelijk akkoord verklaart met de voorgestelde berekening en bepaling van de vergoeding, geacht wordt afstand te hebben gedaan van de mogelijkheid tot betwisting.

De stagemeesters die hun aanvragen tot vergoeding in het kader van een geïnformatiseerde procedure indienen en zij die van een papieren procedure gebruikmaken, bevinden zich immers in een vergelijkbare situatie. Door te bepalen dat het, in het kader van een geïnformatiseerde aanvraagprocedure, mogelijk zal zijn aan de stagemeester te vragen dat hij zich uitdrukkelijk akkoord verklaart met de berekening van het bedrag van de voorgestelde vergoeding met als gevolg dat hij afstand doet van zijn recht om binnen een termijn van zestig dagen in beroep te gaan, brengt de steller van het ontwerp de stagemeester die van de geïnformatiseerde procedure heeft gebruikgemaakt in een minder gunstige situatie dan die van de stagemeesters die van de papieren procedure gebruikgemaakt hebben.

Aangezien niet wordt gepreciseerd op welke wijze om die uitdrukkelijke instemming moet worden verzocht (ogenblik waarop de vraag moet worden geformuleerd, mogelijkheid tot bedenktijd, al dan niet voorhanden zijn van een toelichting waarmee de stagemeester de draagwijdte van zijn instemming kan begrijpen, enz.), noch wat de gevolgen zijn ingeval hij weigert in te stemmen, rijst bovendien de vraag of het evenredigheidsbeginsel wel in acht wordt genomen.

Het is hoe dan ook niet aanvaardbaar dat de omstandigheid dat de stagemeester zou hebben ingestemd met de voorgestelde berekening en bepaling van de vergoeding, hem de mogelijkheid zou ontnemen de beslissing op andere punten te betwisten; de ontworpen tekst is in dat opzicht dubbelzinnig.

Artikel 2 van het ontwerp moet bijgevolg in het licht van deze opmerking worden herzien.”

In verband met het tweede lid kan dezelfde opmerking nogmaals worden gemaakt.

Artikel 10

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden “worden de laatst vastgestelde bedragen, bedoeld in artikel 9, binnen de perken van de beschikbare kredieten in het premiejaar aangepast” worden vervangen door de woorden “wordt het laatst vastgestelde bedrag, bedoeld in artikel 9, binnen de perken van de beschikbare kredieten in het premiejaar aangepast”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Patrick RONVAUX